

Compte rendu du webinaire TEK4life du 10 mars 2021

Piloter sa transition : le rôle déterminant d'une information comptable multidimensionnelle

Introduction par Dorothée Browaeys, présidente de TEK4lif et présentation de la Cartographie - voir présentation PDF disponible

L'Alliance ComptaRegeneration a été lancée fin 2019 suite au Tribunal pour les générations futures de septembre 2019, un procès fictif pédagogique qui a permis de mesurer l'enjeu de la transformation comptable. Très souvent, on réduit la comptabilité à un exercice de mesure. Or, la comptabilité, c'est d'abord et avant tout un système de traduction, une grammaire qui interroge les représentations. Elle demande une appropriation cognitive et culturelle de nouveaux cadres de pensée, de nouveaux repères, afin de prendre soin des équilibres naturels.

La comptabilité, c'est ensuite savoir de quoi sommes-nous comptables ? Elle interroge donc les engagements, les périmètres d'exercice, les territoires, les modèles d'affaires, les responsabilités. Comment sommes-nous comptables de ce que nous faisons ? Sa troisième dimension, c'est à qui rendre compte et de quoi : elle interroge les contributions, c'est-à-dire les normes, les jeux d'acteurs, les conventions. C'est tout l'enjeu du contrat social qui est en train de se réinventer dans une connexion avec un « contrat naturel », qui avait été présenté par Michel Serres dans son livre fameux, publié en 1990¹. Enfin vient la question « que compter et comment ? ». Comment considère-t-on la biodiversité, les empreintes écologiques, la résilience, pour ne prendre que l'exemple de l'environnement ? Cette manière de regarder le réel oriente vers le choix des outils à utiliser.

Les quelque 35 à 40 membres de l'Alliance, réunis pendant huit séances de travail en 2020, ont ainsi exploré quel est le besoin d'une comptabilité nouvelle écologiquement compatible, englobant la préservation des écosystèmes, des équilibres climatiques mais aussi des capitaux sociaux humains. Il s'agit de trouver le chemin d'une comptabilité multi-capitaux.

La Cartographie des enjeux, des acteurs, des controverses d'une comptabilité multi-capitaux pour l'Anthropocène qui vient d'être publiée² a aussi examiné comment fonctionne la « fabrique comptable », comment la comptabilité s'est mise en place : avec quels acteurs, quelle histoire ?

L'EFRAG, le Groupe consultatif européen sur l'information financière (European Financial Reporting Advisory Group), vient de proposer un « reporting de soutenabilité » pour réviser la directive NFRD sur la publication d'informations extra-financières (reporting extra-financier)³. Tous les acteurs concernés interagissent avec des stratégies diverses, des jeux d'intérêts : la cartographie permet de repérer les rôles, et les oppositions parfois, de caractériser les enjeux et les controveses pour identifier les

_

¹ Le Contrat Naturel, Michel Serres, Editions François Bourin, 1990

² https://tek4life.eu/index.php/comptabilite-ecologique/alliance-comptaregeneration2020/telechar-gez-la-cartographie

³ https://www.efrag.org/Lab2#subtitle2



étapes menant à une comptabilité multi-cap⁴itaux. Un glossaire contributif décrit les notions-clés et éléments de tension.

Enfin, la cartographie énonce cinq défis pour développer la comptabilité multicapitaux dans les organisations. Le premier est de structurer l'information sur les activités en fonction des limites planétaires (voir la théorie du Donut), afin de réduire son exposition aux risques. Le deuxième est de prouver la viabilité des organisations en utilisant cette comptabilité nouvelle pour attester que les modèles d'affaires sont contributifs (cf démarches de raison d'être, entreprise à mission). Troisième dimension, partager la responsabilité, engager des coopérations public-privé et citoyennes afin de garantir le renouvellement des richesses communes. On connaît le problème des communs depuis 1992 et le Sommet de Rio. La responsabilité de tous les acteurs est engagée.

Quatrième enjeu majeur : co-construire la légitimité des normes, des référentiels. Au niveau européen, se développe une revendication pour que les normes soient produites dans un cadre politique, portées par l'ensemble des acteurs pour équilibrer les intérêts. En dernier lieu, la transition comptable nécessite d'assurer la confiance. Il est capital de trouver des boussoles collectives reconnues qui permettent de drainer l'investissement vers des choix favorables aux socio-écosystèmes sur le long terme.



Introduction de la séquence témoignages par Jean-Jacques Perrier, associé TEK4life

Pour introduire cette session, quelques mots sur l'information multidimensionnelle du titre. Un système d'information est un système qui collecte, enregistre et traduit des données en information appropriable et utilisable. En matière financière et comptable, tout particulièrement, le point clé d'un système d'information est d'être fiable, c'est-à-dire fondé sur des données vérifiées et obtenues avec des outils de mesure validés. En effet, des systèmes d'information bien organisés et multidimensionnels renseignent les organisations sur leur « viabilité ». Ils traduisent notamment les impacts de leurs activités sur l'environnement et le corps social, mais aussi, inversement, les risques que font

_

⁴ https://www.oxfamfrance.org/actualite/la-theorie-du-donut-une-nouvelle-economie-est-possible/



peser les dérèglements environnementaux sur leurs activités, et également les investissements à réaliser pour préserver les ressources dont ces organisations dépendent, et par conséquent pour entretenir les activités de l'organisation.

Delphine Gibassier, vous aimez évoquer une comptabilité transformative ou transformatrice ? Pour quelles raisons ?

Delphine Gibassier, professeur de comptabilité pour le développement durable chez Audencia,

L'important, c'est la soutenabilité. Dans le cadre des travaux réalisés à Audencia, nous la définissons à travers les limites planétaires et les fondations sociales, donc la théorie du Donut⁵. Il peut y avoir d'autres définitions. Une personne évoque par exemple dans le tchat la question des objectifs de développement durable (ODD). En fait, les fondations sociales reposent en grande partie sur les ODD. La boussole du donut nous permet de dire que la comptabilité a un rôle transformatif. Elle accompagne le changement, on peut le voir dans le nom même qui est donné à certaines initiatives. La deuxième partie de la transformation, c'est qu'il faut former un peu partout à cette comptabilité, y compris les comptables. La dernière, c'est qu'elle concerne aussi bien les grandes entreprises que les petites. Dans la région nantaise les PME sont très demandeuses. Il faut aussi leur donner la possibilité d'avoir des outils et d'être acteurs du changement.

On parle de comptabilité multi-capitaux, pouvez-vous éclairer cette idée ; multidimensionnelle, multi-capitaux, qu'est-ce que ça signifie ?

Delphine Gibassier

Pour moi, la comptabilité est d'abord une comptabilité physique, alors qu'on parle souvent du monétaire. Ceux qui sont contrôleurs de gestion, qui travaillent dans la finance, l'audit, savent que la comptabilité repose d'abord sur des flux. Pour pouvoir se connecter aux limites planétaires et aux fondations sociales, on a besoin de cette comptabilité physique de flux.

Le deuxième point important, c'est que « multi-capitaux » signifie non seulement qu'il y a plusieurs capitaux, financier, naturel et social, mais aussi qu'ils sont tous à égalité, que le capital financier n'est pas plus important que les autres. Troisième point, « multi-capitaux » signifie que les capitaux sont intégrés, connectés. Cela n'est pas forcément facile. Aucun modèle actuel n'y arrive bien, mais c'est un point de vue qu'il faut avoir en tête pour garder une comptabilité systémique. On vit dans un monde systémique et complexe, alors que la comptabilité a tendance à simplifier. Il ne faut pas oublier qu'il faut, du coup, du qualitatif, du narratif et l'intelligence humaine pour lui donner du sens.

Est-ce que ça signifie que finalement, toute entité économique peut intégrer les outils de comptabilité multi-capitaux ?

⁻ Dáib ainmalán



Delphine Gibassier

Dans la chaire dont je suis titulaire à Audencia, nous travaillons avec trois PME « cobayes ». Il faut adapter la formation aux objectifs et aux données de l'entreprise, montrer qu'il y a un chemin à parcourir. Nous formons des étudiants qui vont rejoindre les grandes entreprises, mais il faut aussi penser à former les étudiants des DUT, des BTS, des lycées techniques, toutes les personnes qui vont être au quotidien dans les PME de demain. Dans un rapport pour l'Agence de la transition écologique (Ademe), j'ai proposé que l'on crée des territoires zéro carbone (comme les territoires zéro chômeur) intégrant une espèce de maillage autour des PME, avec des avocats, des experts comptables, des collectivités, des lycées et des BTS, afin qu'aucune PME d'un territoire donné ne puisse être sans soutien pour organiser sa comptabilité carbone (puis multicapitaux).

Christian Didier, de votre côté, vous insistez beaucoup sur l'importance d'une bonne mesure. Pouvez-vous préciser la façon dont vous procédez pour mesurer ?

Christian Didier, directeur financier Nature et durabilité chez Danone

Nous nous sommes demandé comment passer d'une logique de reporting à une logique de pilotage de la performance, autrement dit une logique d'allocation de moyens. La première étape est de considérer le périmètre d'action. Dans l'exemple du carbone, il y a trois périmètres, ou « scopes ». Pour une entreprise comme Danone, la priorité numéro 1 est de travailler sur l'amélioration du scope 3, les émissions indirectes qui représentent 95 % de ses émissions. La deuxième étape est de choisir le bon référentiel. Nous avons choisi le *GHG Protocol* par organisation⁶ parce qu'il permet de donner une clé de lecture de la performance environnementale non pas au niveau du produit ou de la marque, mais bien à chaque niveau de décision dans l'entreprise, donc de chaque entité, de chaque entrepôt ou de chaque fournisseur. Le maillage est suffisamment fin pour que l'allocation des ressources se décide partout où les décisions de l'entreprise se prennent, ce qui est un facteur clé de succès.

La troisième étape est de savoir comment on influence les différents acteurs de l'écosystème du scope 3, dont les fournisseurs de produits issus de l'agriculture, de lait, de fruits, céréales ou autres, pour qu'ils contribuent à la transition que nous souhaitons promouvoir. Il est là important d'avoir des outils partagés, par exemple avec d'autres acteurs de l'industrie. Nous sommes membre de l'Alliance Cool Farm⁷ qui permet de définir les bonnes pratiques pour des fermes laitières et, du coup, la bonne mesure de leurs impacts environnementaux. Cela permet par exemple de suivre la réduction de l'empreinte carbone d'une ferme. Et donc, quand Danone a une discussion commerciale avec des acteurs du lait ou d'autres métiers de l'agroalimentaire et d'autres industries, nous pouvons, grâce à une information fiable, amener la discussion sur leur contribution à l'innovation et à l'amélioration de la performance environnementale globale de l'entreprise. Ce travail a été une de nos de nos priorités durant les trois dernières années.

_

⁶ https://ghgprotocol.org/

⁷ https://coolfarmtool.org/



En quoi ce pilotage de la performance permet-il de piloter des investissements qui vont servir aussi à préserver des ressources ?

Christian Didier

Le pilotage, c'est choisir où l'entreprise alloue ses moyens. Ce choix-là est quotidien, à tous les niveaux d'organisation. A partir du moment où l'on donne une information de qualité, par exemple sur le carbone, elle contribue au choix sur tous les projets. Une autre illustration concerne les décisions d'investissement, par nature collectives, avec des niveaux de validation très stricts : depuis deux ans, tout investissement est évalué en fonction de son impact carbone et de son impact sur l'eau. Le moment de décision important qui est celui de l'investissement revêt ainsi une approche multidimensionnelle, pas uniquement financière.

Le lien des investissements avec la comptabilité se pose alors. Comment procédez-vous 2

Christian Didier

Effectivement, c'est une question qui se pose très naturellement. Nous sommes très vigilants sur la monétisation des externalités positives ou négatives. Autrement dit, comment peut-on donner ou calculer une valeur aux tonnes de carbone qui n'ont pas été émises, à l'eau qui a été économisée, et aux éventuels impacts sociaux d'un changement qui a été impulsé ? Et surtout, comment peut-on intégrer ces éléments pour financer les changements que l'on souhaite financer, par exemple des pratiques d'agriculture régénératrice, des emballages mieux recyclables ? La valeur du carbone est peut-être la plus facile à fournir puisque ses émissions ont des marchés réglementés. On peut alors la connecter à une forme de comptabilité. C'est un enjeu très fort d'amélioration de la lisibilité des décisions, mais également de la capacité à attirer la communauté financière vers les sujets de transformation.

Tristan Mourre, vous intervenez en tant que société d'audit, autrement dit d'expertise sur les comptes d'entreprises. Comment ce type de société se positionne-t-il vis à vis des impacts climatiques et des impacts sur la biodiversité de ses clients ?

Tristan Mourre, responsable du département RSE chez Grand Thornton

En tant que professionnels de l'audit, nous souhaitons faire évoluer les cadres de reporting pour prendre en compte les capitaux naturels et humains dans le bilan comptable. L'affaire n'est pas simple. Selon Patrick de Cambourg, président de l'Autorité des normes comptables, une entreprise doit se tenir sur ses deux jambes pour avancer dans la même direction : sa jambe financière et sa jambe extra-financière. Donc, l'idée est évidemment, comme le disait Delphine Gibassier, de traiter sur le même plan et au même niveau d'importance les trois capitaux que sont le capital financier, le capital humain et le capital naturel. Pour autant, n'en faire qu'une jambe est un peu prématuré aujourd'hui. En tant qu'auditeur, j'ai aussi le rôle de prévenir des limites de faisabilité et



d'application, et de définir les étapes incontournables pour atteindre l'objectif commun d'intégration de ces enjeux à la comptabilité.

Jean-Marc Jancovici a interpellé fin 2020 le Bureau international des normes comptables, l'IASB (International Accounting Standards Board), l'organisme de contrôle et de régulation des auditeurs. Selon lui, les auditeurs devraient se pencher sur les provisions nécessaires pour les dépréciations d'actifs qui vont survenir par suite du changement climatique et des autres impacts environnementaux. Aujourd'hui, il existe dans les comptes ce qu'on appelle des provisions pour risques environnementaux, qui reposent sur des passifs environnementaux et notamment de pollution, qui sont passés. Quels sont les coûts de dépollution? Combien coûte la remise en état? La financiarisation des impacts et leur prise en compte dans la comptabilité se font aujourd'hui sur une politique passée, sans aucune vision prospective. La prise en compte des investissements futurs relatifs aux impacts en matière sociale et environnementale est compliquée à intégrer dans les comptes sous forme de provisions au regard de la maturité des entreprises sur ces sujets.

D'autant que la diversité des risques est assez grande. On peut difficilement les quantifier en termes d'impacts.

Tristan Mourre

Exactement, ils sont multiples et la mesure des externalités l'est aussi. Pour autant, on peut se positionner sur des sujets d'investissement. C'est un peu l'idée de la taxonomie européenne⁸. Jusqu'à présent, les entreprises communiquaient principalement dans leur déclaration de performance extra-financière (DPEF), sorte de « photo » de la politique et de la performance globales d'une entreprise dans le passé. La taxonomie intègre la notion de durabilité des activités et des produits, et à travers cette notion de durabilité, elle intègre une vision un peu plus prospective et durable des dépenses d'investissement (Capex) et des dépenses de fonctionnement (Opex).

Pour autant, les critères techniques traduits au travers des actes délégués au niveau européen pour répondre aux objectifs environnementaux restent complexes. De ce fait, la publication des actes délégués a été plusieurs fois reportée. De plus, les systèmes d'information financiers et extra-financiers ne sont pas alignés, ni interconnectés, si bien que la comptabilité analytique financière n'est pour l'heure pas du tout appliquée aux sujets extra-financiers. Des entreprises très matures telles que Danone y arrivent aujourd'hui, mais il ne faut pas oublier les entreprises de moins de 250 personnes, non concernées historiquement par la réglementation, mais qui sont très demandeuses.

Questions

Coralie Rebuffat

Plusieurs questions portent sur l'état d'avancement des travaux en matière de comptabilité publique et pour les collectivités.

⁸ https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/banking-and-finance/sustainable-finance/eutaxonomy-sustainable-activities en



Delphine Gibassier

La comptabilité publique, comme la comptabilité des écoles, des commerces et des universités, est moins avancée. Par exemple, j'aime bien ce que fait le groupe de Kate Raworth dans le Doughnut Economics Action Lab⁹ avec les « *City Portraits* », comme ceux d'Amsterdam, une méthode pour appliquer la théorie du donut à l'échelle d'une ville¹⁰. Cela essaime dans différentes villes en mode collaboratif.

Le GHG Protocol¹¹ n'est-il pas en retard sur le bilan carbone ? Est-il suffisant par rapport à l'urgence climatique ?

Christian Didier

Effectivement, il y a de nombreuses méthodes, de nombreuses normes de mesure des émissions carbone. La méthode d'évaluation doit être la plus juste possible, et répondre aux objectifs de pilotage de l'entreprise. Notre intention était d'être proche des différents sites de pilotage de l'entreprise et d'avoir une approche et des outils adaptables à la prochaine norme, qui sera peut-être plus aboutie dans quelques années. Danone fait partie depuis 2017 de l'initiative Science Based Targets (SBTi)¹². Elle a fait valider par la SBTi ses trajectoires de réduction sur une base de 2°C de réchauffement. Elle s'est engagée l'an dernier sur une trajectoire de 1,5°C, et est en train de travailler à la définir avec précision. Pour nous, la SBTi, au-delà du choix de la norme ou de la méthodologie, est une façon juste et rigoureuse de s'assurer que les trajectoires s'appuient bien sur ce que la science a de plus abouti pour atteindre l'objectif de 2°C ou 1,5°C.

Par ailleurs, le groupe de travail sur les informations financières liées au climat (Taskforce on Climate-related Financial Disclosures, TCFD), au travers de l'analyse de risques qu'il impose, a une démarche vertueuse puisqu'il invite les entreprises à mesurer leurs impacts sur l'ensemble de leurs activités selon différents scénarios. Autrement dit, les entreprises sont invitées à se demander ce qu'il va se passer dans un monde à + 2°C, + 3°C ou + 5°C. Ce questionnement fondamental est très précieux parce qu'il remet en cause le modèle d'affaires de l'entreprise, ses processus et ses choix stratégiques dans une logique de transition.

Delphine Gibassier

J'encourage aussi à examiner la méthode ACT (Assessing Low Carbon Transition) de l'Agence de la transition écologique 13.

Comment valorisez-vous les autres externalités ?

9 Inteps.//dougrinuteconomic

⁹ https://doughnuteconomics.org/

¹⁰ https://www.kateraworth.com/2020/07/16/so-you-want-to-create-a-city-doughnut/

^{11 &}lt;u>https://www.wbcsd.org/Programs/Climate-and-Energy/Climate/Resources/A-corporate-reporting-and-accounting-standard-revised-edition</u>

¹² https://sciencebasedtargets.org/

¹³ https://www.bilans-ges.ademe.fr/fr/accueil/contenu/index/page/ACT2/siGras/0



Christian Didier

Sur l'eau, nous avons réalisé des études avec différents experts. C'est un sujet très local. Notre question était la suivante : sur les bassins versants, dans les zones dans lesquelles nos usines consomment de l'eau, comment peut-on calculer une forme de risque systémique ? Sur les autres thématiques qui nous sont chères, comme la biodiversité, nous suivons avec intérêt les différents travaux en cours. Danone est membre de la coalition One Planet for Biodiversity, lancée en 2019¹⁴. C'est un sujet qui semble moins abouti ou moins évident. Nous avons encore un travail collectif à faire pour trouver la bonne méthodologie et la bonne comparabilité et aller au-delà de ce que l'on sait déjà faire avec le carbone ou avec l'eau.

Que pensez-vous de l'approche CARE, qui raisonne en coûts de maintien ?

Christian Didier

C'est une approche très intéressante. Mais comme je le disais, il est important de réfléchir aussi en termes de risques ou d'opportunités pour l'entreprise. Pour elle qui évolue dans écosystème changeant, il s'agit de définir le plan qui lui permettra de s'assurer d'être en ligne avec ses engagements et objectifs. Je suis partisan d'une approche multidimensionnelle qui ne prend pas en compte uniquement l'existant, mais une logique de trajectoire.

Tristan Mourre, comment faire pour évaluer la dépréciation des actifs liés aux risques encourus par les entreprises ?

Tristan Mourre

La notion de « double matérialité », qui dépasse la seule matérialité financière, impose aux entreprises d'évaluer les risques qui pèsent sur leurs activités, mais aussi les risques que leurs activités font peser sur la société civile au sens large et sur l'environnement. Historiquement, les cartographies des risques ne prenaient en compte que le premier sens. La double matérialité est la pierre angulaire qui permettrait demain d'intégrer fidèlement la préservation des capitaux dans le langage comptable.

La comparabilité de l'information est un autre aspect important. En fonction des secteurs, les activités et les impacts vont être totalement différents. Pour Danone, le scope 3 des émissions indirectes représente plus de 90 % des émissions carbone. Chez un cimentier, c'est le scope 1 des émissions directes qui représente la majorité du bilan carbone. D'où l'importance d'avoir à la fois une information normalisée et comparable, mais aussi sur des périmètres qui permettent de mesurer les impacts précis des entreprises. Cette normalisation permettra demain de comparer les entreprises entre elles sur des indicateurs communs, des définitions comparables et des informations fiables.

Dorothée	Browaeys	



Pour rester sur la manière d'appréhender les écosystèmes et la biodiversité, j'aimerais que les intervenants puissent aller un peu plus loin sur les métriques. Il y a une grande différence entre regarder ce qu'une entreprise fait aux milieux naturels, et s'occuper réellement des milieux pour les préserver. Pour reprendre l'analogie des deux jambes, l'information, le reporting sur les écosystèmes ne pourraient-ils devenir tout aussi robustes que l'information financière et donc pouvoir être assez rapidement intégrés (alors que les informations sociales et humaines sont plus complexes) ? Peut-on aller dans la perspective d'une « déclaration de performance intégrée » (DPI), par exemple ?

Christian Didier

Dès que l'on parle de performance environnementale, il est facile de penser que l'information sera moins lisible, moins compréhensible que la performance financière. Cependant, il y a une forme de convergence entre l'information financière et extra-financière, notamment avec le TCFD et l'organisation SASB (Sustainability Accounting Standards Board) chargée de produire des normes de comptabilité durable. J'ai bon espoir dans l'intérêt de la communauté financière pour la transition environnementale, poussée à la fois par des acteurs publics et privés.

Delphine Gibassier

Certaines choses évoluent très rapidement. On a eu, pendant plus de vingt ans, un reporting quasi unique qui s'appelait le Global Reporting Initiative (GRI). Aujourd'hui, d'autres formes de reporting sont intéressantes, par exemple avec le travail de l'EFRAG dont le rapport vient de paraître¹⁵. Les normes européennes vont continuer à s'améliorer, en lien avec le Pacte vert (*Green Deal*). Cela nous amènera à plus de performance et plus de transparence sur ces sujets-là.

Comment voyez-vous la domination de la vision anglo-saxonne de la matérialité financière par rapport à la vision européenne ?

Delphine Gibassier

Je souhaite que l'Europe puisse travailler main dans la main avec le reste du monde. Ça ne sert à rien de se diviser. La matérialité financière n'apporte rien à la résilience et à la transformation des entreprises. Elle est très court-termiste, on le voit dans les entreprises qui aujourd'hui disparaissent à cause du manque de prise en compte des risques, ou du manque de résilience à long terme.

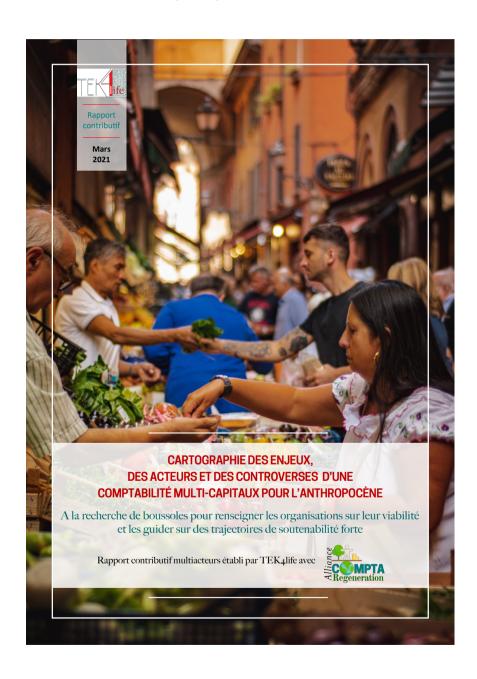
Dorothée Browaeys

Pour conclure, il est essentiel de poursuivre le travail de repérage des valeurs émergentes pour nous situer dans l'écosystème social, environnemental, terrestre, comme dirait Bruno Latour.

¹⁵ Voir la note 2



Le réseau que développe TEK4life nous permet d'éclairer cette évolution et les nouveaux cadres possibles, pour acculturer les acteurs à la transformation comptable. L'important est de tenir ensemble les différentes fonctions de la comptabilité et de lui donner ainsi du sens. Alexandre Rambaud, qui s'exprime dans une des capsules vidéos que nous avons mises en ligne¹⁶, insiste sur le fait que la comptabilité est appelée à être réhabilitée dans sa portée de donneuse de sens, puisqu'elle traduit l'état de nos activités. La cartographie que nous avons réalisée nous permet de proposer à chacun d'explorer les redirections nécessaires et les valorisations à imaginer, en évitant de rester dans une analyse strictement bénéfices-risques, qui relève de la soutenabilité faible.



¹⁶ https://tek4life.eu/idex.php/comptabilite-ecologique/alliance-comptaregeneration2020/capsules-videos